

## **COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 7 AVRIL 2017**

<b>Nombre de Conseillers : 19</b>				
<b>Numéro délibération :</b>	1-3	4-6	7-12	13-23
<b>Nombre de présents :</b>	15	14	15	14
<b>Nombre de pouvoirs :</b>	3	2	3	4

L'an deux mille dix sept et le sept avril, le Conseil Municipal de la commune de LE THORONET, dûment convoqué le trois avril deux mille dix sept, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur UVERNET Gabriel et en son absence M. BUISINE Serge. (pour le vote des comptes administratifs).

**PRESENTS : UVERNET Gabriel, Maire, BUISINE Serge, DIETRICH-WEISS Élisabeth, MARTIN Alain, PELLERIN Annick, BERGEZ Danielle, Adjoints ; TAXI Odile, ZAMORA Jean-Luc, Conseillers Municipaux délégués ; BERTHIAUX Françoise, BESSONE Éric, BOISBOURDIN Philippe, GARCIA Éric, LAMBERT Éliane, PALDACCI-UVERNET Antony, SILVA Alain.**

**Absents et excusés :**

**UVERNET Gabriel, Maire (pour les points 4, 5 et 6).**

**BERGEZ Danielle (pouvoir à ZAMORA Jean-Luc), à compter du point n°13**

**BERTHIAUX Lucien (pouvoir à BERTHIAUX Françoise),**

**RONET-YAGUE Delphine (pouvoir à PELLERIN Annick),**

**SCHLICHTER Danièle (pouvoir à UVERNET Gabriel),**

**LESUEUR Frédéric.**

**Désignation du secrétaire de séance :** Mme Éliane LAMBERT.

**Adoption du compte rendu :** Adopté à l'unanimité.

**Lecture des décisions :** Avenant n° 5 – Révision du plan local d'urbanisme et prolongation de mission.

### **1. ADOPTION DU COMPTE DE GESTION 2016 – BUDGET PRINCIPAL**

Monsieur Serge BUISINE, Adjoint aux finances, indique que les comptes de gestion sont strictement identiques aux comptes administratifs du Trésor Public.

De ce fait, M. BUISINE propose de commenter et répondre aux demandes des élus à la lecture des comptes administratifs, bien plus accessibles que les documents du Trésor Public. L'ensemble du Conseil municipal valide sa proposition.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE** : De déclarer que le compte de gestion du budget principal de la Commune dressé pour l'exercice 2016, par Mme la Trésorière Principale, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

**Adopté à l'unanimité**

**2. ADOPTION DU COMPTE DE GESTION 2016 – BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE**

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

**DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE** : De déclarer que le compte de gestion du budget annexe de l'eau potable dressé pour l'exercice 2016, par Mme la Trésorière Principale, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

**Adopté à l'unanimité**

**3. ADOPTION DU COMPTE DE GESTION 2016 – BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT**

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

**DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE** : De déclarer que le compte de gestion du budget annexe de l'assainissement dressé pour l'exercice 2016, par Mme la Trésorière Principale, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

**Adopté à l'unanimité**

*Monsieur le Maire quitte la salle du conseil municipal et Monsieur BUISINE Serge préside désormais la séance.*

**4. ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2016 – BUDGET PRINCIPAL**

Monsieur LE MAIRE ayant quitté la salle du Conseil Municipal, Monsieur BUISINE Serge, Premier Adjoint préside.

Monsieur BUISINE expose que le compte administratif retrace les dépenses et recettes effectivement réalisées durant l'année budgétaire, correspondant ainsi aux titres de recettes et aux mandats réellement émis en 2016.

M. BUISINE commente la note brève et synthétique annexée au compte administratif.

Les résultats des différentes sections sont présentés dans le document annexé au présent rapport.

<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Dépenses de l'exercice	2 583 990,21 €
Excédent de fonctionnement 2015	+ 488 188,51 €
Recettes de l'exercice	2 702 542,42 €
<b>Solde d'exécution</b>	<b>606 740,72 €</b>

L'exécution du budget 2016 dégage donc un excédent de fonctionnement de :  
**+ 606 740,72 €**

<b>INVESTISSEMENT</b>	
Dépenses de l'exercice	373 912,56 €
Excédent d'investissement 2015	+ 22 508,73 €
Recettes de l'exercice	220 362,05 €
<b>Solde d'exécution</b>	<b>- 131 041,78 €</b>

L'exécution du budget 2016 dégage donc un déficit d'investissement de :  
**- 131 041,78 €**

<b>RESTES A REALISER</b>	
Restes à réaliser dépenses	45 639,90 €
Restes à réaliser recettes	0 €
<b>Solde restes à réaliser</b>	<b>45 639,90 €</b>

En tenant compte des restes à réaliser 2016, la section d'investissement ressort en déficit de : **- 176 681,68 €**

M. SILVA demande les raisons pour lesquelles les dépenses de fonctionnement n'ont pas toutes été réalisées considérant que le compte administratif fait apparaître un résultat excédentaire de plus de 600 000 €.

M. BUISINE lui répond qu'il s'agit d'un résultat cumulé ; l'année précédente portait le résultat de la section de fonctionnement à 488 000 €.

Il informe en outre que la Commune connaît 300 000 € d'impayés qui n'apparaissent pas comptablement mais qui obligeaient la collectivité à réaliser des emprunts de trésorerie, ce que la Commune ne souhaite plus.

La municipalité souhaite renforcer ses fonds propres et avoir une marge de manœuvre.

M. SILVA souhaite connaître en outre les raisons de la non-utilisation de la somme de 96 000 € inscrite au prévisionnel en admission en non-valeur.

M. BUISINE répond que le Trésor Public a proposé uniquement 25 000 € en admission en non-valeur et ce dernier réalise en priorité les actions de recouvrement pour ne pas admettre en non-valeur des sommes qui pourraient être perçues.

M. GARCIA demande pourquoi la Commune n'a pas perçu de recettes au compte représentant la taxe d'aménagement.

M. BUISINE répond que la Commune n'a pas reçu de droit de mutation mais s'engage auprès de M. GARCIA à lui fournir de plus amples explications lors du prochain conseil municipal.

Plusieurs explications de comptes sont apportées.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE : D'adopter le compte administratif 2016 du budget principal.**

**Adopté à l'unanimité**

<b>5. <u>ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2016 – BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE</u></b>
---

Monsieur LE MAIRE ayant quitté la salle du Conseil Municipal, Monsieur BUISINE Serge, Premier Adjoint préside.

Monsieur BUISINE expose que le compte administratif retrace les dépenses et recettes effectivement réalisées durant l'année budgétaire, correspondant ainsi aux titres de recettes et aux mandats réellement émis en 2016.

M. BUISINE commente la note brève et synthétique annexée au compte administratif.

Les résultats des différentes sections sont présentés dans le document annexé au présent rapport.

FONCTIONNEMENT	
Dépenses de l'exercice	310 060,82 €
Déficit de fonctionnement 2015	- 1 264,54 €
Recettes de l'exercice	593 299,53 €
<b>Solde d'exécution</b>	<b>+ 281 974,17 €</b>

L'exécution du budget 2016 dégage donc un excédent de fonctionnement de :  
**+ 281 974,17 €**

INVESTISSEMENT	
Dépenses de l'exercice	130 977,19 €
Déficit d'investissement 2015	- 88 314,24 €
Recettes de l'exercice	77 882,73 €
<b>Solde d'exécution</b>	<b>- 141 408,70 €</b>

L'exécution du budget 2016 dégage donc un déficit d'investissement de :  
**- 141 408,70 €**

<b>RESTES A REALISER</b>	
Restes à réaliser dépenses	1 648 €
<b>Soldes restes à réaliser</b>	<b>- 1 648 €</b>

En tenant compte des restes à réaliser 2016, la section d'investissement ressort en déficit pour : **- 143 056,70 €**.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE : D'adopter** le compte administratif 2016 du budget annexe de l'eau potable.

**Adopté à l'unanimité**

<b>6. <u>ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2016 – BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT</u></b>
--

Monsieur LE MAIRE ayant quitté la salle du Conseil Municipal, Monsieur BUISINE Serge, Premier Adjoint préside.

Monsieur BUISINE expose que le compte administratif retrace les dépenses et recettes effectivement réalisées durant l'année budgétaire, correspondant ainsi aux titres de recettes et aux mandats réellement émis en 2016.

M. BUISINE commente la note brève et synthétique annexée au compte administratif.

Les résultats des différentes sections sont présentés dans le document annexé au présent rapport.

<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Dépenses de l'exercice	59 401,77 €
Excédent de fonctionnement 2015	+ 10 387,70 €
Recettes de l'exercice	65 926,33 €
<b>Solde d'exécution</b>	<b>+ 16 912,26 €</b>

L'exécution du budget 2016 dégage donc un excédent de fonctionnement de :  
**+ 16 912,26 €**.

<b>INVESTISSEMENT</b>	
Dépenses de l'exercice	21 329,01 €
Excédent d'investissement 2015	+ 73 873,48 €
Recettes de l'exercice	43 026,71 €
<b>Solde d'exécution</b>	<b>+ 95 571,18 €</b>

L'exécution du budget 2016 dégage un excédent d'investissement de :  
**+ 95 571,18 €**.

<b>RESTES A REALISER</b>	
<b>Restes à réaliser dépenses</b>	<b>0 €</b>
<b>Restes à réaliser recettes</b>	<b>0 €</b>

L'exécution du budget 2016, dégage un excédent d'investissement en tenant compte des restes à réaliser 2016 de : + **95 571,18 €**.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE : D'adopter** le compte administratif 2016 du budget annexe de l'assainissement.

**Adopté à l'unanimité**

*Monsieur le Maire réintègre la salle du conseil municipal.*

## **7. AFFECTATION DES RESULTAT 2016 – BUDGET PRINCIPAL**

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2016.

Statuant sur l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2016.

Constatant que le compte administratif fait apparaître :

un excédent de fonctionnement de 606 740,72 €

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE : D'affecter** le résultat de fonctionnement 2016 au budget primitif 2017, comme suivant :

Résultat de l'exercice 2016 Excédent	+ 606 740,72 €
Affectation du résultat 2016 à l'exécution du virement à la section d'investissement (compte R1068)	340 000,00 €
Report en fonctionnement R 002	266 740,72 €

**Adopté à l'unanimité**

## **8. AFFECTATION DES RESULTATS 2016 – BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE**

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2016.

Statuant sur l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2016.

Constatant que le compte administratif fait apparaître :

un excédent de fonctionnement de 281 974,17 €

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE :** D'affecter le résultat de fonctionnement 2016 au budget primitif 2017, comme suivant :

Résultat de l'exercice 2016 Excédent	+ 281 974,17 €
Affectation du résultat 2016 à l'exécution du virement à la section d'investissement (compte R1068)	226 359,94 €
Report en exploitation R 002	55 614,23 €

**Adopté à l'unanimité**

**9. AFFECTATION DES RESULTATS 2016 - BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT**

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2016

Statuant sur l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2016

Constatant que le compte administratif fait apparaître :

un excédent de fonctionnement de 16 912,26 €

un excédent d'investissement de 95 571,18 €

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE :** D'affecter le résultat de fonctionnement 2016 au budget primitif 2017, comme suivant :

Résultat de l'exercice 2016 Excédent	+ 16 912,26 €
Affectation du résultat 2016 à l'excédent de fonctionnement reporté (compte R002)	16 912,26 €

**Adopté à l'unanimité**

## **10. VOTE DE LA FISCALITE LOCALE**

**Considérant** qu'il convient de fixer le taux des impôts locaux à percevoir au titre de l'année 2017,

<b>Libellés</b>	<b>Bases notifiées 2017</b>	<b>Taux appliqués par décision du conseil municipal</b>	<b>Produit voté par le conseil municipal 2017</b>
<i>Taxe d'habitation</i>	5 740 000	16.37 %	939 638
<i>TFPB</i>	3 531 000	13.30 %	469 623
<i>TFPNB</i>	98 200	77.62 %	76 223
<i>TOTAL</i>			1 485 484

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

### **DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** : De ne pas augmenter les taux des impôts directs locaux et de les maintenir pour 2017 au niveau des taux votés en 2016 ;

**ARTICLE SECOND** : De fixer donc les taux des impôts directs locaux à percevoir au titre de l'année 2017 à :

<b>LIBELLES</b>	<b>TAUX APPLIQUES PAR DECISION DU CONSEIL MUNICIPAL</b>
<b>Taxe d'habitation</b>	<b>16,37 %</b>
<b>Taxe sur le foncier bâti</b>	<b>13,30 %</b>
<b>Taxe sur le foncier non bâti</b>	<b>77,62 %</b>

**ARTICLE TROISIEME** : D'autoriser le Maire à signer l'état 1259 correspondant.

**Adopté à l'unanimité**

## **11. VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2017 – BUDGET PRINCIPAL**

**Après** avoir entendu et approuvé le compte de gestion et le compte administratif de l'exercice 2016,

**Après** avoir procédé à l'affectation des résultats 2016 au budget primitif 2017,

**Après** examen du projet de budget primitif 2017 qui s'établit comme suit :



➤ **FONCTIONNEMENT**

<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	
Propositions nouvelles 2017 :	3 247 448,28 €
<b>Total :</b>	<b>3 247 448,28 €</b>

<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	
Résultat reporté (solde d'exécution) :	266 740,72 €
Propositions nouvelles 2017 :	2 980 707,56 €
<b>Total :</b>	<b>3 247 448,28 €</b>

➤ **INVESTISSEMENT**

<b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT :</b>	
Résultat reporté (solde d'exécution) :	- 131 041,78 €
Restes à réaliser :	45 639,90 €
Propositions nouvelles 2017 :	447 999,13 €
<b>Total :</b>	<b>624 680,81 €</b>

<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	
Résultat reporté (solde d'exécution) :	0 €
Restes à réaliser :	0 €
Propositions nouvelles 2017 :	624 680,81 €
<b>Total :</b>	<b>624 680,81 €</b>

<b><u>TOTAL BUDGET :</u></b>	<b>3 933 233,09 €</b>
------------------------------	-----------------------

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

**DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE** : D'adopter le budget primitif 2017 du budget principal.

**Adopté à l'unanimité**

<b>12. <u>VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2017 – BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE</u></b>
---

**Après** avoir entendu et approuvé le compte de gestion et le compte administratif de l'exercice 2016,

**Après** avoir procédé à l'affectation des résultats 2016 au budget primitif 2017,

**Après** examen du projet de budget primitif 2017 qui s'établit comme suit :

➤ **FONCTIONNEMENT**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	
Résultat reporté (solde d'exécution) :	0 €
Propositions nouvelles 2017 :	639 474,09 €
<b>Total :</b>	<b>639 474,09 €</b>

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	
Résultat reporté (solde d'exécution) :	55 614,23 €
Propositions nouvelles 2017 :	583 859,86 €
<b>Total :</b>	<b>639 474,09 €</b>

➤ **INVESTISSEMENT**

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	
Résultat reporté (solde d'exécution) :	- 141 408,70 €
Restes à réaliser :	1 648,00 €
Propositions nouvelles 2017 :	168 358,81 €
<b>Total :</b>	<b>311 415,51 €</b>

RECETTES D'INVESTISSEMENT	
Résultat reporté (solde d'exécution) :	0 €
Propositions nouvelles 2017 :	311 415,51 €
<b>Total :</b>	<b>311 415,51 €</b>

<b><u>TOTAL BUDGET :</u></b>	<b>950 889,60 €</b>
------------------------------	---------------------

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

**DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE** : D'adopter le budget primitif 2017 du budget annexe de l'eau potable.

**Adopté à l'unanimité**

*Mme BERGEZ Danielle quitte la séance et donne son pouvoir à M. ZAMORA*

<b>13. <u>VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2017 – BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT</u></b>
--

**Après** avoir entendu et approuvé le compte de gestion et le compte administratif de l'exercice 2016,

**Après** avoir procédé à l'affectation des résultats 2016 au budget primitif 2017,

**Après** examen du projet de budget primitif 2016 qui s'établit comme suit :

➤ **FONCTIONNEMENT**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	
Propositions nouvelles 2017 :	88 647,72 €
<b>Total :</b>	<b>88 647,72 €</b>

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	
Résultat reporté (solde d'exécution) :	16 912,26 €
Propositions nouvelles 2017 :	71 735,46 €
<b>Total :</b>	<b>88 647,72 €</b>

➤ **INVESTISSEMENT**

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	
Résultat reporté (solde d'exécution) :	0 €
Restes à réaliser :	0 €
Propositions nouvelles 2017 :	131 270,32 €
<b>Total :</b>	<b>131 270,32 €</b>

<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	
Résultat reporté (solde d'exécution) :	95 571,18 €
Restes à réaliser :	0 €
Propositions nouvelles 2017 :	35 699,14 €
<b>Total :</b>	<b>131 270,32 €</b>

<b><u>TOTAL BUDGET :</u></b>	<b>219 918,04 €</b>
------------------------------	---------------------

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE** : D'adopter le budget primitif 2017 annexe de l'assainissement.

**Adopté à l'unanimité**

**14. VŒU DE SOUTIEN AU « MANIFESTE DES MAIRES DE FRANCE ET DES PRÉSIDENTS D'INTERCOMMUNALITÉ POUR DES COMMUNES FORTES ET VIVANTES AU SERVICE DES CITOYENS » DE L'A.M.F.**

**Vu** le code général des collectivités territoriales,

Monsieur le Maire précise qu'en application des dispositions de l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales (alinéa IV), le Conseil Municipal émet des vœux sur tous les objets d'intérêt local.

L'Association des Maires de France et des Présidents d'intercommunalité a adopté lors de son Bureau du 26 janvier 2017 un « Manifeste des Maires de France et des Présidents d'intercommunalité pour des communes fortes et vivantes au service des citoyens » destiné aux candidats à l'élection présidentielle des 23 avril et 7 mai prochains.

Par ailleurs, un rassemblement exceptionnel des Maires de France avec les candidats à l'élection présidentielle se tiendra le 22 mars 2017.

Une charte pour l'avenir des communes et des intercommunalités a ainsi été élaborée pour le renforcement des libertés locales qui doivent reposer sur des relations de confiance entre l'État et s'appuyer sur 4 principes essentiels.

Ces principes fondent les 15 engagements demandés par l'AMF aux candidats à l'élection présidentielle pour un véritable contrat de mandature afin de permettre à tous les territoires du pays de porter ensemble une ambition pour la France.

## **Les 15 engagements attendus des candidats à l'élection présidentielle**

1. Renforcer les communes, piliers de la République décentralisée.
2. Conclure un pacte financier actant l'arrêt de la baisse des dotations de l'État pour la mandature, dans le cadre d'une loi d'orientation pluriannuelle propre aux collectivités.
3. Mettre en œuvre ce pacte financier par une loi de finances annuelle spécifique aux collectivités retraçant l'ensemble des relations budgétaires et fiscales avec l'État.
4. Reconnaître les collectivités comme de véritables partenaires dans la définition et la mise en œuvre des politiques nationales et européennes les concernant (éducation, santé, mobilités, haut débit et téléphonie, emploi, environnement, culture, sport...), à commencer par l'élaboration de la trajectoire pluriannuelle des finances publiques transmise à l'Union européenne.
5. Stabiliser les réformes institutionnelles tout en donnant plus de liberté, de capacité d'initiative et de souplesse aux collectivités.
6. Ne plus imposer aux collectivités des dépenses nouvelles sans ressources nouvelles.
7. Concrétiser des réformes financières majeures, pour plus de justice entre les territoires : une loi spécifique pour réformer la DGF, la modernisation du système fiscal et la refonte des bases ; des principes et des modalités d'une juste péréquation témoignant de la solidarité nationale et entre collectivités, et prenant mieux en compte les ressources et les charges réelles.
8. Veiller à l'exercice par l'État de ses compétences régaliennes, en étroite coordination avec les maires.
9. Stopper la prolifération et l'instabilité normative en améliorant la qualité des textes qui doivent donner plus de liberté aux acteurs locaux, dans le cadre d'objectifs partagés. La simplification est un impératif national.
10. Garantir et moderniser le statut de la fonction publique territoriale. Mieux associer les employeurs publics territoriaux aux décisions concernant leurs agents.
11. Définir et porter une véritable politique d'aménagement du pays afin d'assurer un égal accès des populations aux services publics, de corriger les inégalités et de garantir des complémentarités entre territoires métropolitains, urbains et ruraux, de métropole comme d'Outre-mer, en veillant aux fragilités grandissantes de certains d'entre eux.
12. Soutenir et accompagner les collectivités dans la transition écologique et énergétique, et amplifier le développement indispensable des transports collectifs et des mobilités innovantes.
13. Garantir rapidement une couverture téléphonique et numérique performante dans tous les territoires.

14. Développer l'intercommunalité, issue des communes, dans le respect du principe de subsidiarité, sur la base d'un projet de territoire et sans transferts de compétence imposés.

15. Promouvoir la diversité des formes de coopération et de mutualisation adaptées aux différents territoires et faciliter la création volontaire de communes nouvelles.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** : De décider de soutenir le manifeste de l'A.M.F.

**ARTICLE SECOND** : De charger Monsieur le Maire de communiquer la présente délibération à l'A.M.F.

**Adopté à l'unanimité**

<p><b><u>15. ADOPTION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DES SERVICES DE RESTAURATION SCOLAIRE, A.L.S.H. (ACCUEIL DE LOISIRS SANS HÉBERGEMENT LES MERCREDIS APRÈS-MIDI), N.A.PS (NOUVELLES ACTIVITÉS PÉRISCOLAIRES) ET GARDERIES</u></b></p>
--

Monsieur le Maire rappelle que par délibérations du 08/04/2016, le Conseil Municipal, outre les tarifications des services municipaux « cantine, accueil périscolaire et accueil municipal du mercredi après-midi » organisait les modalités d'inscription à ces derniers.

M. le Maire propose aux membres de l'assemblée délibérante de computer l'ensemble de ces dispositions au sein d'un règlement unique, objet de la présente délibération.

Lecture est donnée du projet de règlement intérieur des services de restauration scolaire, A.L.S.H., (Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis après-midi), N.A.Ps (Nouvelles Activités Périscolaires) et garderies.

Mme BERTHIAUX regrette que les membres de la commission des impayés (page 13 du projet), visée par les dispositions liées au traitement des impayés, n'aient pas été concertés pour modifier leur action qui était initialement de prendre contact avec les débiteurs.

M. LE MAIRE indique, quant à lui, qu'il s'oppose formellement au paragraphe du projet de règlement proposé par certains membres du Conseil Municipal, prévoyant que les enfants dont les parents sont en situation d'impayés de la cantine et/ou de la garderie ne seront pas inscrits pour la rentrée 2017-2018.

« Moi, je suis contre de ne pas accueillir un enfant pour l'incompétence des parents ».

M. BUISINE expose qu'il s'agit d'une mesure qui viendrait en finalité d'une procédure et en l'absence de dialogue entre le débiteur et la commission des impayés. Si l'administré se manifeste et qu'une solution d'étalement de la dette en accord avec le Trésor Public est trouvée, l'enfant sera inscrit. Il s'agit des préconisations du défendeur des droits, protecteur de l'enfant. Les communes voisines dont le Cimetière des Maures ont adopté ce même principe.

Un débat fort s'engage sur ce paragraphe, seul sujet à discussion du document.

Un tour de table est réalisé pour l'adoption du paragraphe intitulé « B. Conséquence de l'échec du dialogue entre la Commission municipale des impayés et du C.C.A.S. pour un dialogue et les familles débitrices : 1. Nouvelle année scolaire et refus d'inscription d'un enfant aux Services Municipaux pour impayés des années scolaires antérieures ».

Pour le retrait du paragraphe précité : M. LE MAIRE, Mme WEISS, Mme LAMBERT, M. ZAMORA et son pouvoir, M. PALDACCI-UVERNET, Mme TAXI.

Pour le maintien du paragraphe précité : M. BOISBOURDIN, M. SILVA, Mme PELLERIN et son pouvoir, M. BUISINE, M. BESSONE, M. MARTIN.

Absentions : M. GARCIA, Mme BERTHIAUX et son pouvoir.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

#### **DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** : D'adopter le règlement intérieur des services de restauration scolaire, A.L.S.H., (Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis après-midi), N.A.Ps (Nouvelles Activités Périscolaires) et garderies.

**ARTICLE SECOND** : Que le présent règlement sera applicable dès son caractère exécutoire.

**ARTICLE TROISIEME** : De charger M. le Maire de communiquer l'existence du dit règlement par les moyens qu'il jugera approprié.

#### **Adopté à la majorité des voix**

### **16. TARIFICATION CANTINE SCOLAIRE - ANNÉE SCOLAIRE 2017-2018**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** l'adoption du règlement intérieur des services de restauration scolaire, A.L.S.H., (Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis après-midi), N.A.Ps (Nouvelles Activités Périscolaires) et garderies.

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal que le service de restauration scolaire des écoles maternelle et élémentaire est un service public, géré en régie ou qui peut être délégué.

La Commune du Thoronet a toujours opéré le choix d'une gestion directe de ce service permettant ainsi de garantir une qualité supérieure à ce que pourrait proposer toute société.

La Commune met en avant des produits bruts et frais et fait appel aux commerces locaux (boucher, boulanger et primeur).

Ainsi le service de la restauration actuelle accueille 6 enfants bénéficiant d'un P.A.I. (enfants avec allergies notamment alimentaires).

A ce titre, 4 enfants déjeunent grâce au système des paniers repas ; une très grande attention est réservée à ces élèves pour lesquels deux personnels supplémentaires, présents à table avec les enfants, ont été ajoutés au personnel en place afin d'éviter tout risque pour la santé.

Il est fait état de certaines demandes exceptionnelles pour accepter des enfants à la cantine (non-inscrits) en cours d'année (ex : rendez-vous professionnel d'un parent, hospitalisation/examen médical du parent etc.)

M. LE MAIRE donne l'évolution du prix de revient de la restauration scolaire depuis 2010.

M. BUISINE indique que le prix de revient du repas de la cantine est de 8,71 € dont 5,66 € pris en charge par la Commune.

Mme TAXI informe que 3,10 € représente 35 % du coût réel d'un repas et que l'augmentation à 3,20 € fait porter la participation familiale à 36 %.

M. LE MAIRE est contre le vote de l'article troisième et de faire payer à titre exceptionnel.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER :** De porter le tarif du repas de la cantine scolaire pour l'année scolaire 2017-2018 comme suivant :

Public visé	Nouveau Tarif Année scolaire 2017-2018
Enfant	3,20 €

**ARTICLE SECOND :** Maintient que les enfants bénéficiant d'un P.A.I. (avec ou sans panier repas), sont soumis à cette tarification du repas de la cantine scolaire voté à l'article premier, comme actuellement.



**ARTICLE TROISIEME** : De porter le tarif du repas de la cantine scolaire pour les demandes exceptionnelles pour l'année scolaire 2017-2018 à 5 €.

**ARTICLE QUATRIEME** : Que la présente délibération sera applicable à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2017.

**Adopté à la majorité des voix exprimées**

(Contre : M. LE MAIRE)

<b><u>17. TARIFICATIONS « ACCUEIL PÉRISCOLAIRE » ET « ACCUEIL MUNICIPAL DU MERCREDI APRÈS-MIDI » - ANNÉE SCOLAIRE 2017-2018</u></b>
---

**Vu** l'adoption du règlement intérieur des services de restauration scolaire, A.L.S.H., (Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis après-midi), N.A.Ps (Nouvelles Activités Périscolaires) et garderies.

M. LE MAIRE propose d'actualiser les tarifs au titre de l'année 2017-2018.

Un tour de table est établi pour déterminer le pourcentage de réduction applicable sur le tarif voté, à compter du deuxième enfant. Le pourcentage de 25 % est retenu.

Mme BERTHIAUX souhaite la réécriture de la notion de réduction de 25 % à compter du deuxième enfant.

Mme TAXI présente les prix de revient de chaque service et indique que la diminution de 12 € par mercredi s'entend comme s'il y avait 4 mercredis par mois alors que bien souvent, il y en a 5 ; ceci est favorable aux familles.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**S'agissant de la GARDERIE RÉCURRENTE TRADITIONNELLE :**

(Lundi, Mardi, Jeudi et Vendredi matin (7h30-8h30) et/ou soir (16h30-18h00)  
et Mercredi matin (7h30-8h30)

**ARTICLE PREMIER** : De fixer le montant de la participation financière mise à la charge des familles des élèves fréquentant la dite garderie communale pour l'année scolaire 2017-2018, comme suivant :

Public visé	Tarif forfaitaire mensuel au titre de l'année scolaire 2017-2018
Enfant	33 €

**ARTICLE SECOND :** Pour une même fratrie, la tarification sera de 33 € pour le premier enfant, puis 24,75 € par enfant pour les autres membres de la dite fratrie.

**S'agissant de la GARDERIE NON- RÉCURRENTE TRADITIONNELLE**

**(forfait 10 heures) :**

Lundi, Mardi, Jeudi et Vendredi – matin (7h30-8h30) et/ou soir (16h30-18h00)  
et Mercredi matin (7h30 – 8h30)

**ARTICLE TROISIEME :** De fixer le montant de la participation financière mise à la charge des familles des élèves fréquentant la dite garderie communale de manière non récurrente, pour l'année scolaire 2016-2017, comme suivant :

Public visé	Tarif pour garderie ponctuelle forfait 10h Année scolaire 2017-2018
Enfant	44 €

**ARTICLE QUATRIEME :** Pour une même fratrie, la tarification sera de 44 € pour le premier enfant, puis 33 € par enfant pour les autres membres de la dite fratrie.

**S'agissant de la GARDERIE RYTHMES SCOLAIRES :**

Lundi, Mardi, Jeudi et Vendredi (15h45 – 16h30)

**ARTICLE CINQUIEME :** Que l'accueil aux rythmes scolaires est réalisé à titre gracieux.

**S'agissant de l'ACCUEIL MUNICIPAL DU MERCREDI APRÈS-MIDI :**

Repas cantine (11h30 à 13h30) et A.L.S.H. (13h30 à 18h00)

**ARTICLE SIXIEME :** De fixer le tarif forfaitaire « Accueil municipal du mercredi après-midi » pour l'année scolaire 2017-2018 comme suivant :

Public visé	Tarif mensuel au titre de l'année 2017-2018
Enfant	48 €

**ARTICLE SEPTIEME** : Pour une même fratrie, la tarification sera de 48 € pour le premier enfant, puis 36 € par enfant pour les autres membres de la dite fratrie.

**ARTICLE HUITIEME** : Qu'il sera appliqué une réduction de 12 € pour tout mercredi qui serait compris pendant la période des vacances scolaires.

**ARTICLE NEUVIEME** : Que l'ensemble des dispositions prévues au sein de la présente délibération sera applicable à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2017.

**Adopté à l'unanimité**

<b><u>18. LOCATION SALLE DES FÊTES « ÉDOUARD SOLDANI » ET MATÉRIEL DE FESTIVITÉS</u></b>
--

Monsieur le Maire expose aux membres de l'assemblée délibérante que la Commune dispose de la salle des fêtes « Édouard SOLDANI » n° 25 rue grande.

Jusqu'à ce jour, outre les associations thoronéennes, la salle était prêtée à titre gracieux aux thoronéens de même que le matériel de festivités (tables, chaises, etc.).

Monsieur le Maire présente une proposition de tarification de location de la salle des fêtes « Edouard SOLDANI » du Thoronet ainsi que du matériel de festivités.

Ceci permettra de renouveler le matériel et de proposer aux administrés des équipements de qualité.

Il attire l'attention des membres du Conseil Municipal que la gratuité demeurera pour les associations thoronéennes, les scolaires et les services publics.

<b><u>MATERIEL FESTIVITES</u></b> (hors salle des fêtes)	<b><u>PRIX UNITAIRE LOCATION pour</u></b> <b><u>un jour ouvré</u></b> <i>ou</i> <b><u>un week-end</u></b> (du vendredi 14h au lundi 8h)
Location table	5 €
Location chaise	1 €
Location banc	2 €
Location barrière	2 €

<b><u>LOCATION SALLE DES FETES</u></b> <b>« Édouard SOLDANI »</b>	<b><u>TARIFICATION</u></b> (incluant les fluides et la location du matériel de festivités qui serait demandé. Le ménage sera effectué obligatoirement par le locataire)
Jour de la semaine (ouvré)	75 €
Jour férié	75 €
Week-end (du vendredi 14h au lundi 8h) ou Jour férié, précédent ou suivant le week-end (du vendredi 14h au lundi 8h)	200 €
Demi-journée de la semaine (8h00 – 13h00 ou 13h00 – 18h00)	30 € par demi-journée

M. LE MAIRE : « Je suis fermement contre l'idée de faire payer la location de la salle des fêtes et le matériel de festivités à mes administrés. Je souhaite conserver la gratuité ».

M. BESSONE : « Je ne suis pas contre la location de la salle des fêtes mais je m'oppose à la location du matériel car cela a été payé avec nos impôts ».

M. BUISINE : « Cela permet de renouveler le matériel ».

M. GARCIA : « Je souhaite que le tarif corresponde uniquement à l'entretien du matériel ».

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

### **DECIDE**

**ARTICLE PREMIER :** De louer la salle des fêtes « Édouard SOLDANI » et le matériel de festivités municipal à tout administré qui en fait la demande.

**ARTICLE SECOND :** La mise à disposition de la salle des fêtes « Édouard SOLDANI » et du matériel de festivités municipal est réalisée sur réservation ; à titre gracieux pour les associations thoronéennes, les administrations, les services scolaires et les services publics ; à titre onéreux pour toutes les autres personnes, physiques ou morales.

**ARTICLE TROISIEME :** De charger Monsieur le Maire de présenter au cours d'une prochaine assemblée délibérante, un règlement d'utilisation de la salle des fêtes « Édouard SOLDANI » et du matériel, intégrant les conditions d'utilisation, le retrait et le retour du matériel, le paiement des tarifs, les sanctions envisagées si détérioration et les modalités d'inscription.

**ARTICLE QUATRIEME** : De charger Monsieur le Maire de proposer à une prochaine assemblée délibérante la création des régies, nécessaires à la mise en place de ce qui précède.

**ARTICLE CINQUIEME** : Que la présente délibération sera exécutoire dès la mise en place effective de la régie de recettes visée à l'article quatrième de la présente délibération.

**Adopté à la majorité des voix exprimées**

(Contre : M. LE MAIRE, M. BESSONE)

**19. TRANSFERT DE LA COMPÉTENCE PROMOTION DU TOURISME DONT  
LA CRÉATION D'OFFICES DE TOURISME**

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que la loi NOTRe du 7 août 2015, impose le transfert de la compétence « promotion du tourisme » (dont la création d'offices du tourisme) aux intercommunalités au 01/01/2017, en l'occurrence la Communauté de Communes Cœur du Var.

Ainsi, la « promotion du tourisme » exercée par le point d'information communal de la Commune et consistant en la diffusion des documents de promotion touristique de la Communauté de Communes Cœur du Var, relève désormais de la compétence de la dite Communauté de Communes.

Afin de maintenir la bonne organisation des services de chacune des structures, la partie de service « promotion du tourisme » de la Commune doit par conséquent être mis à disposition de la Communauté de Communes Cœur du Var pour lui permettre l'exercice de la compétence qui lui a été transférée.

Les modalités de cette mise à disposition font l'objet d'une convention.

Monsieur le Maire souhaite interpeler les membres de l'assemblée délibérante sur les difficultés liées au transfert de la compétence « promotion du tourisme ».

En effet, la Commune du Thoronet dispose du 2<sup>ème</sup> site le plus visité du Var (Abbaye cistercienne du Thoronet) et a souhaité valoriser son territoire grâce à son office du tourisme, service municipal sans personnalité juridique.

Aujourd'hui, il est difficile de comprendre que ne sont pris en considération, par la Communauté de Communes Cœur du Var, que cinq jours annuels pour la promotion du tourisme ; l'agent municipal du Thoronet ayant à cœur de promouvoir, chaque jour, le Thoronet et le territoire Cœur du Var.

Le montant correspondant à cette activité est 530 € pour l'année 2017. Il sera versé à la Commune puis déduit de la dotation intercommunale.

Au regard de ce qui précède et des faibles moyens financiers engagés pour valoriser l'action touristique du Thoronet, le service de l'office de tourisme municipal n'ouvrira ses portes que pour la période d'avril à septembre et les vacances scolaires (d'octobre à mars), zone B.

Les emplois saisonniers qui venaient renforcer l'effectif en période estivale ne seront pas reconduits.

Si la Commune ne peut se refuser à la conclusion de la convention, il importe que les membres du Conseil Communautaire entendent que la Communauté de Communes Cœur du Var doit développer son action en faveur du tourisme et tendre à réaliser le transfert total de cette compétence municipale.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir délibérer.

Oui l'exposé de Monsieur le Maire,

**Vu** l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2016 portant modification des statuts de la Communauté de Communes Cœur du Var et notamment l'article 6.2.3,

**Vu** le projet de convention présenté,

M. SILVA interpelle M. LE MAIRE sur l'étude menée par la Communauté de Communes Cœur du Var, cette dernière portant sur la distribution des brochures de la Communauté de Communes.

Il indique qu'il ne faut pas confondre la dite convention et la compétence municipale tourisme avec son office et ses agents.

« Il faudrait scinder le sujet en deux délibérations. Vous avez indiqué fermer l'office du tourisme en Conseil Communautaire, ce qui n'est pas le cas, à la lecture de la délibération ».

La minorité municipale est favorable à la convention et n'entend pas que dans l'argumentation de la délibération, il soit question de l'office du tourisme du Thoronet, ses horaires et son organisation.

M. LE MAIRE lui répond : « Lorsque la Commune transfère la compétence elle devrait, pour être cohérente, tout transférer : le personnel, le bâtiment, le service et ses missions. Ceci a été fait d'ailleurs s'agissant du ramassage des ordures ménagères. S'agissant de l'office du tourisme, considérant les faibles moyens octroyés par la Communauté de Communes Cœur du Var, son ouverture est fortement diminuée et fermée six mois de l'année.

L'objet du conseil est d'adopter la convention, à vous de voter. »

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER :** D'adopter la convention relative à la mise à disposition de service dans le cadre de l'exercice de la compétence promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme, ci-annexée.

**ARTICLE SECOND :** D'autoriser le Maire à signer la convention correspondante et toute autre pièce nécessaire à son exécution.

**ARTICLE TROISIEME :** De charger Monsieur le Maire de défendre en Conseil communautaire la volonté de la Commune du Thoronet s'agissant du transfert intégral de la compétence municipale « tourisme » à la Communauté de Communes Cœur du Var.

**Adopté à l'unanimité pour adopter la convention**

Mme BERTHIAUX et son pouvoir, Mme PELLERIN et son pouvoir, M. GARCIA, M. BUISINE et M. SILVA tiennent à souligner leur opposition au principe de réduction des temps d'ouverture de l'office de tourisme.

**20. MODIFICATION DE L'OBJET DE LA DÉLIBÉRATION DU 06/02/2017 N° 2017/5 EN « DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA RÉSERVE PARLEMENTAIRE ET AU DÉPARTEMENT DU VAR POUR L'OPÉRATION : AMÉNAGEMENT CHEMINEMENT PIÉTONNIER LE LONG DE LA RD 17 DU CROISEMENT DE LA ROUTE DE VIDAUBAN JUSQU'AU QUARTIER TESTE DU CROS DE MAGEAU »**

**Considérant** que l'intitulé exact de l'opération doit être « Aménagement cheminement piétonnier le long de la RD 17 du croisement de la route de Vidauban jusqu'au quartier Teste du Cros de Mageau ».

M. le Maire rappelle que le montant prévisionnel des travaux s'élève à 62 689 € H.T. et que le plan de financement du projet est établi comme suivant :

Réserve parlementaire	18 806,70 €	30 %
Conseil Départemental	31 344,50 €	50 %
Autofinancement	12 537,80 €	20 %
<b>Total du budget prévisionnel de l'opération</b>	<b>62 689,00 €</b>	<b>100 %</b>

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER :** De modifier la délibération n° 2017/5 du 06/02/2017 et de l'intituler désormais « Aménagement cheminement piétonnier le long de la RD 17 du croisement de la route de Vidauban jusqu'au quartier Teste du Cros de Mageau ».

**ARTICLE SECOND :** De charger Monsieur le Maire d'informer le Département et Monsieur Le Député, Jean-Michel COUVE de ce changement.

**Adopté à l'unanimité**

**21. REMBOURSEMENT DES CARTES MAGNÉTIQUES DÉTÉRIORÉES, PERDUES OU VOLÉES**

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil Municipal que certains bâtiments municipaux sont dotés d'un système d'ouverture / fermeture des portes par contrôle électronique ; un badge magnétique personnel est délivré à chaque utilisateur (élus, agents municipaux, associations et enseignants).

M. le Maire rappelle qu'une délibération du 22/09/2003 prévoyait le remboursement des cartes détériorées, mais non perdues et la dite délibération ne fixait pas le prix.

Mme DIETRICH-WEISS, Adjointe au Maire, en charge de la gestion du logiciel afférent à ce système interpelle les membres du Conseil Municipal sur les demandes de renouvellement de fourniture de badges magnétiques.

Mme DIETRICH-WEISS fait état des renouvellement liés à la détérioration, perte du matériel confié. En 5 ans, 7 badges ont été renouvelés pour les enseignants, 8 badges pour les agents municipaux, 3 badges pour les membres du conseil municipal et 4 badges ont été refaits pour les associations.

Ce renouvellement lié à la perte / détérioration du matériel confié initialement coûte 35 euros T.T.C. par unité.

M. BOISBOURDIN indique que dans la fonction publique d'État, il y a une tolérance la première fois, la seconde fois donne lieu à paiement.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER :** Que toute carte magnétique d'accès aux locaux municipaux perdue, détériorée ou volée aura pour conséquence le paiement de la somme de 35 €.

**ARTICLE SECOND :** De charger M. le Maire d'établir les titres de recette en conséquence.

**ARTICLE TROISIEME :** De charger M. le Maire d'informer tous les détenteurs des dits badges de la présente délibération.

**Adopté à l'unanimité**



## **22. AGENTS MUNICIPAUX (FONCTIONNAIRES ET CONTRACTUELS) ET FRAIS DE DÉPLACEMENT POUR RÉUNIONS ET FORMATIONS**

**Sur le rapport de Monsieur le Maire exposant :**

**Considérant** la volonté de la Commune de rappeler le dispositif applicable en matière de formation et d'attirer l'attention de son personnel sur le contenu des obligations qui en découlent,

**Considérant** la volonté de clarifier les règles applicables au sein de la Commune visant à promouvoir la formation pour mieux répondre aux missions de service public, tout en assurant la continuité du service,

**Considérant** les évolutions réglementaires liées notamment à la participation du Centre National de la Fonction Publique Territoriale (C.N.F.P.T.) dans le financement de la formation professionnelle des agents municipaux,

**Considérant** la nécessité de mieux encadrer les déplacements effectués par les fonctionnaires titulaires ou stagiaires, qu'ils travaillent à temps complet, à temps non complet ou à temps partiel, pour se rendre à des stages, à des réunions, à des préparations à un concours, à un concours ou examen professionnel missionnés par la Commune,

**Considérant** la nécessité de mieux encadrer les déplacements effectués par les agents contractuels, qu'ils travaillent à temps complet, à temps non complet ou à temps partiel, pour se rendre à des stages, à des réunions, missionnés par la Commune,

**Considérant** que les agents municipaux, amenés à effectuer des déplacements pour les besoins du service, peuvent prétendre, dès lors qu'ils remplissent les conditions fixées par les textes, au remboursement de leurs frais de transport (kilométrique, péage, parc de stationnement),

**Considérant** que le C.N.F.P.T. ne rembourse les frais kilométriques qu'à compter du 41<sup>ème</sup> km,

**Considérant** que le C.N.F.P.T. prend en charge les frais kilométriques à hauteur de 0.15 euros du km et de 0.25 km en cas de co-voiturage,

**Considérant** que le C.N.F.P.T. ne prend pas en charge les frais de péage et les frais de parc de stationnement,

**Considérant** qu'à compter du 01/04/2017, ni les frais de repas, ni les frais de transport des journées d'actualités (journées consacrées aux nouvelles réglementations et leurs applications) ne sont pris en charge par le C.N.F.P.T.,

**Considérant** que les agents réalisent par leur formation un investissement et une plus-value dans leur activité au bénéfice du service public offert aux administrés,

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DÉCIDE**

**ARTICLE PREMIER** : De prendre en charge, sur présentation de l'attestation de présence et à la demande écrite de l'agent, les frais de déplacements liés aux formations professionnelles (stages, journées d'actualités), réunions professionnelles missionnées expressément par la Commune ainsi que la préparation pour les examens professionnels dans la limite d'une préparation par année civile validée par l'autorité territoriale.

**ARTICLE SECOND** : De prendre en charge, les frais kilométriques, Aller/retour, au départ de la résidence administrative et jusqu'à 40 km dans la mesure où le C.N.F.P.T. prend en charge à partir du 41ème km aller/retour.

**ARTICLE TROISIEME** : De prendre en charge les frais kilométriques selon la tarification du Trésor Public, en fonction de la puissance fiscale du véhicule et du type de carburant en complément de l'éventuelle indemnisation du C.N.F.P.T.

**ARTICLE QUATRIEME** : De prendre en charge les frais de péage et de parc de stationnement y afférents, s'il est expressément indiqué pour ces derniers par le C.N.F.P.T. dans la convocation, qu'aucun parking n'est disponible pour le C.N.F.P.T. gratuitement.

**ARTICLE CINQUIEME** : De prendre en charge les frais de repas à hauteur de 15,25 euros uniquement pour les journées d'actualités dans la mesure où l'agent est absent entre 12h et 14h de sa résidence administrative.

**ARTICLE SIXIEME** : De prendre en charge ces frais de déplacement dès que le présent acte est rendu exécutoire.

**Adopté à l'unanimité**

<p><b><u>23. MOTION DE SOUTIEN À LA CANDIDATURE DE LA VILLE DE PARIS À L'ORGANISATION DES JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES D'ÉTÉ DE 2024</u></b></p>
--

**Vu** l'article L 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** l'article L 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Considérant** que les Jeux Olympiques et Paralympiques incarnent des valeurs sportives, éducatives et citoyennes auxquelles la Commune du Thoronet est attachée,

**Considérant** que la ville de Paris est candidate à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques d'été 2024,

**Considérant** qu'au-delà de la ville de Paris, cette candidature concerne l'ensemble du pays,

**Considérant** que l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques à Paris en 2024 aura nécessairement des retombées positives sur la pratique sportive et les politiques municipales conduites en ce domaine,

**Considérant** que la Commune du Thoronet souhaite participer à la mobilisation autour de ce projet.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DÉCIDE**

**ARTICLE UNIQUE** : D'apporter son soutien à la candidature de la ville de Paris à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques d'été de 2024 et émet le vœu que cette candidature soit retenue par le Comité International Olympique.

**Adopté à l'unanimité**

#### **24. VOTE DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS**

Les conseillers municipaux, membres de l'association objet du vote de la subvention doivent quitter la salle du Conseil Municipal : de ce fait, le quorum n'est pas atteint.

Le point est reporté à l'ordre du jour du prochain conseil municipal.

#### **25. RENOUVELLEMENT DE LA COMPOSITION DE LA COMMISSION MUNICIPALE « ASSISTANCE DU TRÉSOR PUBLIC POUR LE RECOUVREMENT DES CRÉANCES MUNICIPALES » CRÉÉE LE 22/02/2016**

Le point est reporté.

**Aucune information diverse n'étant programmée à l'ordre du jour du conseil municipal et l'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h50.**

**La secrétaire de séance**

**Mme Éliane LAMBERT**